

## **Nous serons fiers d'être des Wallons picards !**

Des populations, des hommes, des femmes et des enfants fuient la misère, la guerre et la mort. Quoi de plus normal !

Une approche politique :

L'asile est un Droit. Le Droit d'asile a été consacré par la convention de Genève en 1951. La Belgique a ratifié cette convention. Il est donc de notre devoir légal et de notre engagement moral de la respecter.

Il est aussi de notre responsabilité collective de trouver des réponses à la problématique de l'accueil des demandeurs d'asile. C'est une question de dignité. C'est aussi une question de choix de société et de position politique. La Wallonie picarde ne peut pas accueillir toute la misère du monde, soit, mais elle doit en prendre sa part !

Pour rappel, début 2012, il y a maintenant déjà plus de 3 ans, la Conférence des Bourgmestres de Wallonie picarde a été interpellée pour lui demander de formuler collectivement une proposition commune positive d'accueil des demandeurs d'asile sur notre territoire. Aucune réponse à ce jour ... Et aujourd'hui, la réalité est là et nous interpelle tous.

Il y a 350.000 habitants dans les 23 communes de Wallonie picarde. Accueillir 700 réfugiés, c'est accueillir 1 réfugié pour 500 habitants. Franchement, est-ce un problème ? C'est une goutte d'eau...

Concernant l'annonce de créer un centre d'accueil de 450 à 700 places à la Caserne Saint-Jean, on peut s'étonner de la procédure suivie, du manque de communication et de concertation du gouvernement fédéral (poussé dans le dos par l'Europe) avec les responsables politiques de la Wallonie picarde. Il nous semble évident qu'une concertation plus réfléchie, même dans l'urgence, avec le monde politique et associatif local aurait pu amener davantage d'apaisement.

Un accompagnement social :

Face à l'urgence, il faut dans un premier temps mettre en place des mesures et des procédures d'urgence. Il faudra ensuite gérer au mieux l'encadrement, le suivi psychologique, social, médical, administratif des migrants. Notre région est riche d'un tissu associatif développé et expérimenté. Toutes les compétences peuvent être sollicitées et des synergies doivent se mettre en place entre tous ceux qui peuvent participer directement ou indirectement à l'accueil.

Des retombées positives !

Craindre l'arrivée des migrants est une erreur fondamentale. Non, les migrants ne viennent pas piller nos ressources (comme d'ailleurs le monde occidental l'a fait et le fait encore en Afrique...). Au contraire ils apportent des ressources : leurs idées, leurs savoirs, leurs savoir-

faire, leur culture, leur courage, leur énergie et leur esprit d'entreprise. Accueillir des hommes et des femmes candidats-réfugiés sera une force pour notre Wallonie picarde dans les années à venir.

Il aurait fallu maintenir les Initiatives Locales d'Accueil existantes (les ILA sont des centres communautaires d'accueil et d'hébergement gérés par les CPAS) dans les communes, voire obliger les communes qui n'en avaient pas à en créer ; c'est une évidence. Ces structures auraient sans doute permis d'absorber de manière plus sereine les nouveaux réfugiés. Mais faute de moyens, certaines de ces structures, dont celle de Tournai, n'existent plus aujourd'hui.

En tant que Plate-forme d'accueil pour l'intégration, nous demandons :

- qu'une concertation rapide soit organisée avec tous les acteurs concernés par l'accueil des candidats-réfugiés à Tournai : élus, monde associatif, opérateurs publics, chacun pouvant potentiellement contribuer à la réussite de l'accueil. Au niveau des organisations, des associations et des militants de la plateforme d'accueil, nous sommes en tout cas prêts à réfléchir et à travailler dans un esprit de concertation entre tous.
- Qu'une concertation étroite soit également organisée (en même temps ou de manière complémentaire) avec les responsables de la Croix-Rouge qui auront en charge la gestion du futur Centre de Tournai.
- qu'une sensibilisation des 23 bourgmestres de la Wallonie picarde soit organisée dans l'urgence, pour des raisons de solidarité et pour réfléchir à la participation de toutes les communes à l'accueil, notamment pour anticiper sur la période qui suivra l'accueil provisoire dans le centre.
- Que la question d'un CRI (Centre d'intégration interculturel) en Wallonie picarde soit reposée : en tant que Plate-forme, nous avons revendiqué depuis plusieurs années maintenant la création d'un tel CRI dans notre région. Mais actuellement, c'est le CIMB (Centre d'intégration de Mons et du Borinage, avec qui nous collaborons) et le CERAIC (Centre Régional d'Action Interculturelle du Centre) qui se partagent notre territoire, alors que notre région n'est pas représentée dans les instances de ces 2 centres. Nous voulons aujourd'hui reposer la question de la création d'un CRI en Wallonie Picarde, qui serait selon nous plus adapté à la culture locale et pourrait obtenir des moyens de travailler dans la proximité avec les habitants, les élus et les populations étrangères concernées.

Aujourd'hui, un des axes du projet de territoire de la Wallonie picarde 2025 est de « construire un territoire solidaire et citoyen » et un des objectifs de cet axe est de « favoriser l'insertion du plus grand nombre de personnes et en particulier des publics fragilisés et défavorisés ». Il y a les mots, il faut maintenant des actes, pour que nous soyons fiers d'être des wallons picards !